

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
Service Risques et installations classées  
de Paris et des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot-Curie  
BP 102  
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 11/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEGRO GOBELINS**

105 rue de Tolbiac  
75 013 Paris

Code AIOT : 0007404132

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2025 dans l'établissement SEGRO GOBELINS implanté 105 rue de Tolbiac 75 013 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Dans le cadre du suivi des travaux de mise en conformité d'un entrepôt actuellement géré par la société SEGRO, une visite d'inspection a été réalisée afin d'évaluer l'avancement des dispositions mises en place par l'exploitant, notamment en matière de prévention et de lutte contre l'incendie.

Cette inspection s'est déroulée en présence d'un représentant de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris (BSPP), dont l'expertise était sollicitée pour avis sur l'ensemble des sujets relatifs à la sécurité incendie.

L'évaluation a notamment porté sur l'organisation du poste central de contrôle, la présence et la mise à jour du dossier ICPE, la disponibilité des moyens d'intervention, ainsi que l'accessibilité aux installations pour les secours.

L'échange avec la BSPP a permis d'examiner les mesures en place et d'identifier les ajustements nécessaires avant la finalisation des travaux et l'instruction du porter à connaissance en cours d'instruction.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEGRO GOBELINS
- 105 rue de Tolbiac 75013 Paris
- Code AIOT : 0007404132
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation exploitée est un entrepôt soumis à autorisation et classé à la rubrique 1510 au titre de la nomenclature des ICPE. Le site est actuellement en travaux de rénovation pour une remise aux normes totale, ce qui explique certaines mesures compensatoires mises en place durant la phase travaux. La fin des travaux est prévu pour 2025.

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contenu du dossier ICPE	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2 de l'annexe II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un plan de défense incendie spécifique à la phase travaux a été élaboré et est disponible. L'accès à toutes les ouvertures du site est permis à la BSPP (mise à disposition des clés).

La visite a également permis d'échanger sur les demandes et modifications présentées dans le dossier de porter à connaissance, de constater l'avancement des travaux et d'anticiper les prescriptions qui seront nécessaires pour le futur arrêté préfectoral.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Contenu du dossier ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.2 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>• ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>• l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>• la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>• les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.  Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'inspection des installations classées a constaté, au sein du poste central de contrôle, composé de trois agents se relayant à divers postes pour assurer la surveillance du site 24h/24, que le dossier ICPE était présent sur site et consultable avec l'ensemble des pièces attendues.  Le Plan de Défense Incendie (PDI) provisoire est également accessible, de même que les clés permettant aux pompiers de la BSPP d'accéder à toutes les ouvertures du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  À l'issue des travaux, le dossier devra être actualisé avec la nouvelle étude des effets thermiques réalisée par le bureau Effectis France, laquelle a été jointe au dossier de porter-à-connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite